



Extrait du Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet

<https://pierrealmillet.fr/Le-droit-au-logement-et-la-ville>

Conseil Municipal du 22 Juin 2015

Le droit au logement et la ville

- Interventions - Conseil Municipal -

Date de mise en ligne : lundi 22 juin 2015

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Ces délibérations par lesquelles la ville aide, sous forme de subvention de 15Euros/m2 venant en complément du Grand Lyon, ou sous forme de garantie d'emprunt, sont d'abord le support de relations de partenariat avec les bailleurs au service du logement social dans notre ville. Nous avons bien conscience que ni la subvention ni la garantie d'emprunt ne sont décisifs pour l'équilibre économique du bailleur, mais ils sont l'occasion d'échanges sur le projet, et la subvention est aussi liée à des réservations d'appartements pour la ville. Cependant, ces délibérations sont aussi l'occasion de rappeler quelques vérités dans un débat politique qui répète à l'envie des mensonges.

Oui, la ville défend le logement social, pas pour faire venir tous les pauvres de l'agglomération, mais pour répondre aux demandes des Vénissiens eux-mêmes, 2000 d'entre eux étant en attente d'un logement, avec un délai moyen supérieur à deux ans ! Il y a aussi 1000 demandeurs qui viennent du reste de l'agglomération sur les 50 000 demandes au total, ce qui montre à la fois que tout le monde ne viendra pas à Vénissieux, mais que la ville est considérée comme attractive, bien loin de l'image du ghetto replié sur lui-même que certains continuent à propager.

Et malheureusement, nous sommes très loin d'augmenter la part de logement social, qui était de 53% il y a quelques années et qui baisse régulièrement, 50% aujourd'hui, ce phénomène ne pouvant que se poursuivre sans un changement de politique métropolitaine. Car nous avons eu 222 logements sociaux sur 522 livrés en 2013, soit 42%, et 243 sur 1130 en 2014, soit seulement 21 %. La dynamique de construction de Vénissieux va se poursuivre avec de grands dossiers comme le Puisoz, et pour l'instant, la métropole ne confirme aucun objectif de production de logement social. Si les chiffres de 2014 se poursuivent, la part de logement social va baisser de 3% chaque année !

C'est un sujet que nous allons discuter avec le vice-président le 15 Juillet prochain, pour que l'intérêt des Vénissiens soit pris en compte dans les priorités métropolitaines. Nous aurons aussi l'occasion d'en débattre de manière approfondie lors de la prochaine rencontre de tous les partenaires du logement organisée par la métropole en septembre.

Oui, nous sommes les partisans d'un logement social, qui n'est pas pour nous le lieu d'exclusion des plus pauvres, mais au contraire le lieu de la réponse publique à un droit fondamental qui concerne plus de 80% des Vénissiens, le droit à un logement digne, de qualité, accessible. Nous condamnons les discours du premier ministre sur les « rentiers du logement social », discours qui veut pousser les locataires qui ont un petit revenu à faire de la place pour de plus pauvres, tout comme nous condamnons les annonces de remise en cause de l'APL, qui est un filet de sauvetage pour des milliers de familles. Si comme certains le disent, l'APL est rabotée de 10 ou 20% voire plus, ce serait des milliers de familles plongées dans le rouge et l'urgence sociale en quelques mois.

Sur ce plan comme sur d'autres, M Valls est en osmose avec le MEDEF qui demande une réduction la plus forte possible de toutes les règles qui protègent le salarié, le locataire, le consommateur, le riverain, l'habitant... Comme pour les licenciements qu'il faudrait faciliter pour créer de l'emploi, il faudrait laisser l'immobilier faire du profit pour arriver à avoir un logement pour tout le monde... Mais nous connaissons pour l'emploi comme pour le logement la réalité. Quand les loups demandent aux agneaux de bien vouloir ouvrir grand les portes, c'est au service de leur seul intérêt !

Nous appelons donc les habitants à se mobiliser pour défendre le logement social, et notamment pour revenir à une vraie politique d'aide à la construction pour faire baisser les loyers